

MOTION POUR UNE RESOLUTION PAR LA COMMISSION DES LIBERTÉS CIVILES, DE LA JUSTICE ET DES AFFAIRES INTÉRIEURES II

Avec une marée sans cesse croissante d'immigration illégale à ses frontières : l'UE est-elle un asile sûr pour les opprimés et les pauvres ou une porte fermée ? Quelles mesures devraient être intégrées dans une politique commune de l'immigration et de l'asile à l'intérieur et à l'extérieur des frontières de l'Europe ?

Proposée par: Práxedes de Vilallonga Papaseit (ESP), Jolien De Witte (BEL), Lazaros Fotiadis (GRC), Ásta Hrunn Guðmundsdóttir (ISL), Johanne Helene Iversen (NOR), Anna Kozmenko (RUS), Jakub Kukuł (POL), Dino Pešut (HRV), Laura Pettersson (FIN), Solenne Pintelon (FRA), Mariia Romanenko (UKR), Jindřich Rusín (CZE), Mazdak Soltani (NLD), Luigi Stammati (ITA), Leonie Waltraut Wahjudi (DEU), Carl-Alexander Van Tornout (BEL, Chairperson)

Le Parlement Européen des Jeunes,

- A. Considérant la quantité augmentante des immigrants illégaux en l'Europe,
- B. Voyant la nécessité d'ouvrir l'Europe pour un contrôle positif dans le but de supporter l'économie européenne autant que la société,
- C. Désirant que les membres de l'Union Européenne (UE) reconnaissent l'importance de leur participation dans une politique commune d'immigration avec le lancement renforcé en contrôlant frontières régionales,
- D. Accentue l'importance d'une protection constante des droits de l'homme dans les Etats Membres,
- E. Réalisant l'existence d'accords financiers entre certains Etats Membres et des pays tiers au sujet du rapatriement d'immigrés illégaux,
- F. Remarquant avec considération que les immigrés restant dans leur pays peuvent être sujet à de violations des droits de l'homme,
- G. Regrettent vivement le fait que les Membres de l'Union sont responsables pour une partie des causes de l'immigration par:
 - i) la colonisation,
 - ii) la globalisation,
 - iii) l'exploitation économique,
- H. Notant avec considération l'inefficacité du système de quota d'immigrés ayant pour but de limiter le nombre d'immigrés que l'Europe peut accepter,
- I. Notant que les immigrés illégaux sont définis dans l'UE comme des personnes qui n'ont pas la permission de rester parce que:
 - i) leurs visas sont expirés,
 - ii) ils sont arrivés dans l'UE sans les documents nécessaires,
- J. Mettant l'accent sur l'importance de la réunification des familles,
- K. Regrettant vivement les conditions inhumaines dans quelques centres d'immigration,

1. Demande aux membres de l'UE d'introduire une politique d'asile commune utilisant la convention des réfugiés de l'ONU;
2. Fait appel à l'UE pour diminuer le procès pour obtenir l'asile politique en réduisant les procédures démocratiques, tout en améliorant les conditions dans les centres de réception;
3. Accentue l'importance d'une décision commune concernant le statut des demandes d'asile dans l'UE;
4. Apelle les gouvernements des pays d'aligne des immigrés en coopérant avec l'UE dans la promotion d'information concernant;
 - a) les risques d'immigration légale,
 - b) les opportunités d'immigration légale;
5. Voulant introduire les microcrédits aux communautés locales pour les aider à établir une économie stable au lieu d'aide financière pour les régimes corrompus pour éviter l'immigration;
6. Soutient l'instauration d'utilisation d'un réseau basé sur internet avec des formulaires d'application communs pour les employeurs potentiels dans l'UE ainsi que pour les immigrés;
7. Stipulant que:
 - a) des immigrés identifiés illégaux sont rapatriés et déportés vers leurs pays d'origines,
 - b) les immigrés non-identifiés sont déportés dans un pays non-européen, où le procès d'identification continue sans violer les droits de l'homme avec comme résultats la rapatriation immédiate des immigrés;
8. Conçoit l'application d'une banque de données pour empreint biométriques comme méthode efficace pour:
 - a) enregistrer de nouveaux immigrés légaux et illégaux dans l'UE,
 - b) éviter que des immigrés se foute enregistrer de nouveau dans une autre ambassade;
9. Réaffirme que l'usage d'une banque de données pour empreint biométriques doit être strictement limitées aux nouveaux immigrés;
10. Demande l'étouffement de l'immigration illégale à travers des sanctions contre les entreprises qui emploient des clandestins.